

Dominique  
Méda



**LA MYSTIQUE  
DE LA CROISSANCE**

Comment s'en libérer

Flammarion

Extrait de la publication

# Dominique Méda

## LA MYSTIQUE DE LA CROISSANCE

Alors que les pays occidentaux font face à une crise économique et sociale d'une extrême gravité, responsables politiques et experts attendent le salut du seul retour de la croissance. Pourtant si celle-ci revenait, elle contribuerait sûrement à aggraver la menace écologique à laquelle le monde est confronté. Comment sortir de cette contradiction ?

En comprenant pourquoi et comment nous sommes devenus des « sociétés fondées sur la croissance ». En tirant toutes les conséquences du caractère anachronique et pervers des indicateurs – tel le PIB – qui sont devenus nos fétiches. En mettant au cœur de l'action publique ce qui compte pour inscrire nos sociétés dans la durée.

La reconversion écologique est le seul moyen de maintenir des conditions de vie authentiquement humaines sur terre, de permettre à tous d'accéder à l'emploi et de changer le travail. Elle suppose de rompre avec une partie de nos croyances, liées à l'avènement de la modernité : le caractère intrinsèquement bon de la maximisation de la production, le progrès confondu avec l'augmentation des quantités, la passion de l'enrichissement personnel... Elle exige aussi de mettre un terme à la prétention de l'économie à décrire seule le monde que nous voulons.

### DOMINIQUE MÉDA

Professeure de sociologie à l'université Paris-Dauphine et titulaire de la chaire « Reconversion écologique, travail, emploi, politiques sociales » au Collège d'études mondiales, Dominique Méda est ancienne élève de l'ENS, de l'ENA, et agrégée de philosophie. Elle a publié, entre autres, *Le Travail. Une valeur en voie de disparition*.

Flammarion

# La Mystique de la croissance

## DU MÊME AUTEUR

- Le Travail. Une valeur en voie de disparition ?*, Aubier, coll. « Alto », 1995, rééd. Flammarion, coll. « Champs Essais », 2010.
- Qu'est-ce que la richesse ?*, Aubier, coll. Alto, 1999, rééd. Flammarion, coll. « Champs », 2000.
- Le Temps des femmes. Pour un nouveau partage des rôles*, Flammarion, 2001, rééd. Coll. « Champs », 2002, coll. « Champs actuel », 2008.
- Le Travail*, PUF, coll. « Que sais-je ? », 2004 ; rééd. 2010.
- Au-delà du PIB. Pour une autre mesure de la richesse*, Flammarion, coll. « Champs actuel », 2008.
- Travail : la révolution nécessaire*, Éditions de l'Aube, 2011.

## En collaboration

- JOIN-LAMBERT, Marie-Thérèse, BOLOT-GITTLER, Anne, DANIEL, Christine, LENOIR, Daniel, MÉDA, Dominique, *Politiques sociales*, FNSP/Dalloz, 1994, 2<sup>e</sup> éd. 1997.
- SCHOR, Juliet, MÉDA, Dominique, *Travail, une révolution à venir*, entretien avec Juliet Schor, Mille et Une Nuits/Arte éditions, coll. « 1001 Nuits, Petite Collection », 1997.
- BRUNHES, Bernard, CLERC, Denis, MÉDA, Dominique, *Trente-cinq heures : le temps du bilan*, Desclée de Brouwer, coll. « Sociologie économique », 2001.
- MÉDA, Dominique, VENNAT, Francis (dir.), *Le Travail non qualifié. Permanences et paradoxes*, La Découverte, coll. « Recherches », 2004.
- AUER, Peter, BESSE, Geneviève, MÉDA, Dominique (dir.), *Délocalisations, normes du travail et politique d'emploi. Vers une mondialisation plus juste ?*, La Découverte, coll. « Recherches », 2005.
- LEFEBVRE, Alain, MÉDA, Dominique, *Faut-il brûler le modèle social français ?*, Seuil, 2006.
- PÉRIVIER, Hélène, MÉDA, Dominique, *Le Deuxième Âge de l'émancipation. La société, les femmes et l'emploi*, Seuil, coll. « La République des idées », 2007.
- GOMEL, Bernard, SERVERIN, Évelyne, MÉDA, Dominique, *L'Emploi en ruptures*, Dalloz, 2009.
- COUTROT, Thomas, FLACHER, David, MÉDA, Dominique, *Les Chemins de la transition. Pour en finir avec ce vieux monde*, Éditions Utopia, 2011.

Dominique Méda

# La Mystique de la croissance

Comment s'en libérer

Flammarion

© Flammarion, 2013.  
ISBN : 978-2-0813-1503-7

## INTRODUCTION

La violence de la crise économique a tout éclipsé. Pendant ce temps-là, les mauvaises nouvelles sur l'état de notre planète s'accumulent. Chaque jour, les prévisions se font plus sombres et plus inquiétantes. Un matin, on nous signale que les glaces des pôles ont fondu plus qu'il n'était prévu ; le lendemain, que la dégradation des écosystèmes est plus avancée que ce que l'on croyait ; le surlendemain voit paraître un article annonçant que des seuils critiques ont été franchis. Nous pensions disposer d'un répit avant d'avoir à nous inquiéter et de devoir engager des actions drastiques. C'est faux.

Si l'on accorde foi aux prévisions des organismes officiels, il nous faut prendre maintenant les mesures urgentes qui s'imposent, notamment pour réduire nos émissions de gaz à effet de serre : principale cause du changement climatique, leur augmentation risque de rendre la vie sur Terre plus qu'inconfortable. Le fait est que nul ne connaît les conséquences d'un tel changement. Peut-être les conséquences ne se feront-elles sentir que dans une poignée de pays, deux ou trois petites îles perdues au milieu des océans, et parmi quelques

populations très pauvres. Cette croyance très répandue explique sans doute pourquoi nous réagissons si peu ou si lentement... Nous avons tort : les quatre, cinq ou six degrés d'augmentation de la température entraîneront sans doute des réactions en chaîne qui bouleverseront les conditions de la vie sur Terre. L'enjeu est vital. Nous devrions concentrer nos recherches sur les moyens de nous opposer à ces changements, d'empêcher qu'ils n'adviennent, tout mettre en œuvre pour prendre au plus vite les mesures nécessaires.

Personne ne sait vraiment ce qui peut se passer. Et nous avons peine à l'imaginer puisqu'un tel événement n'est jamais arrivé, ou du moins, n'a jamais été raconté. Il est alors tentant de parier. Parier que le pire n'arrivera pas, parier que nous serons morts avant, parier que ces nouvelles alarmantes sont répandues par des menteurs. Parier que les choses demeureront à l'identique. Et qu'en dignes successeurs d'Ulysse et de Prométhée, nous saurons joindre la ruse à l'ingéniosité pour trouver des solutions au moment qui conviendra. Les mythes ne racontent-ils pas que Prométhée a offert aux humains, oubliés lors de la distribution originelle, les capacités techniques qui nous ont permis de porter l'humanité à un stade de développement inégalé ? N'avons-nous pas réussi à dompter la plupart des forces naturelles ? Sophocle ne nous apprend-il pas que s'« il est bien des merveilles en ce monde, il n'en est pas de plus grande que l'homme. Il est l'être qui sait traverser la mer grise, à l'heure où soufflent le vent du Sud et ses orages, et qui va son chemin au milieu des abîmes que lui ouvrent les flots soulevés. Il est l'être qui tourne la déesse auguste entre toutes, la Terre » ? Que l'être humain est cet « homme à l'esprit ingénieux. Par ses engins il se rend maître de l'animal sauvage qui va

courant les monts, et le moment venu il mettra sous le joug et le cheval à l'épaisse crinière et l'infatigable taureau des montagnes » ? L'homme n'est-il pas « bien armé contre tout, il ne se voit désarmé contre rien de ce que peut lui offrir l'avenir », et « maître d'un savoir dont les ingénieuses ressources dépassent toute espérance » ? Qu'aurait dit le dramaturge grec s'il avait pu mesurer la puissance dont les êtres humains se sont dotés depuis les vingt-cinq siècles qui nous séparent de lui ?

Nous tentons de nous rassurer : le progrès technique nous tirera de ce mauvais pas. Notre ingéniosité nous permettra d'y faire face très rapidement, dès que nous aurons les preuves que l'humanité est mal engagée et court des risques majeurs : nous augmenterons la fiscalité sur les combustibles fossiles, nous créerons une taxe carbone d'un montant très élevé, nous investirons massivement dans les énergies alternatives, nous isolerons nos habitations et diminuerons notre dépendance énergétique. Tous les mécanismes économiques que nous maîtrisons se déclencheront : les prix de certaines ressources augmentant, d'autres, inutilisées jusqu'alors, deviendront brutalement désirables et rentables, et prendront la place des premières. Une fois de plus, nous sortirons vainqueurs du combat avec la nature que nous avons toujours gagné.

Et si c'était trop tard ? Qu'est-ce qui nous permet d'affirmer que des seuils critiques n'auront pas été franchis, que des changements irréversibles n'auront pas été engagés ? Que nous n'aurons pas déclenché une série de réactions qui rendront la vie insupportable, et nous ramèneront, qui sait, des siècles en arrière, à des conditions bien différentes de celles que Sophocle connaissait et décrivait.

Le temps n'est plus où le front des sceptiques taxait les porteurs de mauvaises nouvelles d'imposteurs. La prise de conscience est générale. Quelque chose ne va pas dans notre mode de développement. Si les informations délivrées par les instances officielles sont de plus en plus précises et nombreuses, les publications scientifiques, dont les auteurs ne sont pas nécessairement des climatologues ou des biologistes, ne sont pas en reste : elles inscrivent les premières dans une perspective du monde à venir plus globale, proposant des ruptures plus ou moins radicales avec le type de développement que nous avons connu jusqu'alors<sup>1</sup>. Toutes ont pour point commun de bouleverser les certitudes, ou au moins les principes qui fondent notre modernité occidentale : croyance au progrès infini, assimilation de celui-ci avec la croissance du PIB, valeur cardinale accordée à la liberté de consommation, interprétation de la production comme un acte spécifiquement humain...

La croyance selon laquelle la croissance serait la clé de la prospérité et du progrès, et devrait rester l'objectif principal de nos sociétés, est ébranlée. L'on prend conscience que les rythmes de la croissance mondiale que nous connaissons depuis cinquante ans sont

---

1. Je pense à Tim Jackson, *Prospérité sans croissance*, De Boeck-Etopia, 2010 ; Jean Gadrey, *Adieu à la croissance*, Les Petits Matins, 2010 ; Juliet Schor, *La Véritable Richesse, une économie du temps retrouvé*, Charles Leopold Mayer, 2013 ; Robert Costanza, Ida Kubiszewski, Gar Alperovitz, Juliet Schor, Herman Daly, Tim Jackson, Peter Victor, Johua Farley et Carol Franco, *Vivement 2050 ! Programme pour une économie soutenable et désirable*, Les Petits Matins et institut Veblen, 2013 ; Isabelle Cassiers (dir.), *Redéfinir la prospérité. Jalons pour un débat public*, éditions de l'Aube, 2011 ; Richard Heinberg, *The End of Growth : Adapting to Our New Economic Reality*, New Society Publishers, 2011 ; Jean-Marie Harribey, *La Valeur, la Richesse et l'Inestimable*, Les Liens qui libèrent, 2013.

incompatibles avec la prise en compte de notre environnement à très court terme. Mais nous sommes pris dans une contradiction majeure entre le court terme et le long terme qui donne à nos tentatives et nos efforts une allure désespérée : à très court terme, la crise économique et sociale, et les mesures d'austérité destinées à désendetter nos pays, nous étouffent et rendent le retour de la croissance absolument nécessaire. D'où les objurgations et les prières qui tournent en boucle sur les radios et dans les discours des responsables politiques : « Sainte croissance, nous vous en prions, revenez ! » Hélas ! chacun sait – ou devrait savoir – que ce n'est pas seulement à moyen ou long terme que toute augmentation de croissance accroît le péril. Plus nous tardons, plus les mesures à prendre seront onéreuses et difficiles. Plus nous supplions : « Un instant, Monsieur le bourreau ! Donnez-nous, quelques années encore, quelques petits points de croissance », plus les nuages s'amoncellent au-dessus de nos têtes.

Sauf à croire encore – ce qui est le cas de beaucoup d'économistes et d'hommes d'affaires – que plus nous aurons de croissance, plus nous pourrons consacrer de moyens à lutter contre les dégâts de la croissance... (ce qui fera encore de l'activité, de l'emploi et des profits toujours bons à prendre), c'est donc une véritable rupture avec notre modèle de développement, avec l'idéologie qui cautionne sa poursuite, qu'il nous faut. Une rupture avec nos « sociétés fondées sur la croissance ».

J'emploie à dessein cette expression, en modifiant celle qu'utilisait Jürgen Habermas en 1985 dans *Le Discours philosophique de la modernité*<sup>1</sup>, lorsqu'il évoquait

---

1. Jürgen Habermas, *Le Discours philosophique de la modernité*, Paris, Gallimard, coll. « Tel », 2011.

la « fin historiquement prévisible des sociétés fondées sur le travail ». Comme le travail – et en partie pour les mêmes raisons – la croissance structure notre dynamique sociale, nos attentes et l'ensemble du fonctionnement de nos institutions depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle. Sans travail, nos sociétés sombrent. Sans croissance, elles s'effondrent. La croissance joue, et c'est encore plus vrai depuis cinquante ans, tous les rôles : elle est le substitut du progrès, elle est la clé du confort, elle est synonyme d'augmentation des revenus, elle est porteuse de démocratie. En son absence, nous n'aurions plus ni augmentation de revenus, ni confort, ni emploi, ni progrès. Si un tel événement n'est pas préparé, anticipé, organisé, c'est probablement ce qui arrivera. C'est même ce qui est en train d'arriver : nous sommes en récession, nous sommes en décroissance. Et c'est de manière brutale et sauvage que le processus se déroule, alors qu'il nous faudrait accepter l'idée que la croissance ne reviendra peut-être pas et comprendre que ce n'est pas une mauvaise nouvelle. Tout au contraire. Cette prise de conscience suppose néanmoins de comprendre le rôle qu'a joué et que continue de jouer encore la croissance dans nos sociétés.

Nous sommes arrivés au moment où nous devons dénouer les liens historiques et idéologiques qui se sont organisés entre croissance, progrès et démocratie. Pour engager la grande bifurcation, nous devons analyser la façon dont ces liens se sont noués, étudier la genèse de notre croyance dans la croissance.

La croissance de la production n'a pas seulement été le moyen de parfaire notre confort ou d'améliorer nos conditions de vie. Historiquement, elle a rempli de nombreuses autres fonctions. Elle était considérée,

notamment à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, comme le meilleur moyen d'égaliser ces conditions de vie, d'organiser et de maintenir l'ordre social, de développer la démocratie, de civiliser les peuples. Or ces caractéristiques ne sont pas inhérentes à la croissance. On peut avoir de l'emploi, de la démocratie, du confort avec moins de croissance, sans doute sans croissance, ou avec un autre type de croissance que celui que nous avons connu.

Un des objectifs que je poursuis dans ce livre est d'essayer de comprendre les multiples rôles que la croissance a joués dans la structuration et le fonctionnement de nos sociétés. Quels sont les facteurs, matériels et idéologiques, expliquant qu'elle a été considérée exclusivement comme un bien, sans que les dégâts qu'elle a provoqués, sur la nature ou sur les hommes, aient été pris en compte dans la grande balance des gains et des pertes ? Quelles sont les causes à l'origine de la croissance et du caractère effréné qu'a pris son rythme ? Pouvions-nous maîtriser celui-ci, le rendre plus compatible avec le soin à apporter à notre environnement et notre santé sociale ? Il est essentiel de le comprendre pour se libérer de sa mystique, évacuer le mythe de l'illimité, reprendre la main sur ce processus incontrôlé, qui a emporté les sociétés occidentales et emporte à leur tour les pays émergents.

Certains objecteront que la bifurcation et le nouveau modèle de civilisation que nous appelons de nos vœux ne sont que l'habillage discret du déclin occidental. Ne serions-nous pas en train d'inventer de bonnes raisons pour maquiller en choix une situation que nous subissons et pour empêcher les pays qui nous rattrapent de ne pas trop creuser l'écart avec nous ? C'est ce qu'ont tendance à reprocher les pays émergents aux pays dits développés : vous avez profité, bénéficié de taux de

croissance exceptionnels, ce qui vous a permis de prendre le pouvoir et d'organiser l'appropriation des terres, des ressources et des connaissances décisives. C'est vous qui avez produit ces émissions de gaz à effet de serre qui menacent la stabilité du climat mondial, et vous voudriez nous empêcher d'accéder aux mêmes conditions de vie, nous empêcher de vous égaler !

Pis encore, ce raisonnement qui consiste à plaider pour un autre type de croissance, un au-delà de la croissance, ne serait-il pas le seul fait des perdants de la mondialisation, de ceux que l'on appelle fâcheusement les PIGS<sup>1</sup> et de la France, dont les taux de croissance sont ridicules, contrairement à l'Allemagne, aux pays du Nord et aux États-Unis ? Le discours prônant un ralentissement du rythme de la croissance au nom des menaces pesant sur l'environnement ne serait-il pas la dernière trouvaille des perdants, des déclassés, des ratés ?

Le penser, c'est continuer à croire dans la mystique de la croissance, ne pas voir qu'il est impossible de continuer ainsi, refuser que la bifurcation s'engage dès maintenant. C'est continuer à raisonner dans les mêmes termes qu'auparavant, dans les cadres rigides que nous a, hélas, légués la discipline économique. On se réfère ainsi doctement au déversement d'Alfred Sauvy ou à la destruction créatrice de Schumpeter pour soutenir qu'il nous faut consentir aux processus en cours. On nous dit que tous nos malheurs viennent du fait que nous ne les avons pas suffisamment encou-

---

1. C'est ainsi que certains journaux américains présentent les pays d'Europe du Sud qui ont le plus de mal dans la crise : Portugal, Italie, Grèce, Espagne.

ragés. Nous ne devrions pas résister à la destruction des emplois devenus improductifs, mais au contraire, l'accepter joyeusement. Il nous faudrait alimenter sans fin le processus d'innovation des biens et des services de manière à nourrir éternellement la machine à créer de la croissance.

Mais ce raisonnement ne règle pas notre problème de fond. Sauf à croire qu'un investissement massif dans l'innovation et la recherche-développement provoquera le bond technologique susceptible de garantir le découplage entre la production et les dégradations commises sur le climat ou la nature.

Engager cette grande bifurcation suppose de résoudre trois questions. La première est notre capacité à nous affranchir de la dictature du court terme pour inscrire dès maintenant le long terme dans nos actions. Comment lutter ici et maintenant contre l'explosion du chômage et de la précarité, qui exige d'immenses financements, tout en remboursant la dette et en réduisant notre dépendance énergétique, sans relancer la croissance ? L'accord qui existait au tout début de la crise, en 2008, avait permis la mise en place de plans de relance verts ; des alliances inédites s'étaient nouées entre syndicats et mouvements écologistes : une véritable *cause commune* avait émergé, qui n'a pas résisté à l'approfondissement de la crise. Les velléités de régulation de la finance sont restées lettre morte, la crise des dettes souveraines s'est développée, les politiques d'austérité ont été déclenchées. Les syndicats sont désormais déchirés entre la défense de l'emploi et la résolution de la question écologique car les deux semblent contradictoires. Le défi est de reconstruire une cause commune qui permette de prendre à bras-le-corps et de tenir ensemble la question écologique et la

question sociale. Car la résolution de la première est la condition de celle de la seconde. À cette fin, des alliances sont indispensables entre syndicats, travailleurs et consommateurs pour réfléchir à la question de la qualité des produits, du travail, de la vie.

Par ailleurs, nous accorder sur la rupture nécessaire avec le modèle de développement antérieur ne dit rien sur les alternatives concrètes. Telle est la deuxième question. Après la crise, le bonheur ? Celui-ci peut-il servir de boussole concrète à l'action publique ? Peut-il constituer le principe du monde que nous voulons ? En serions-nous restés à l'utilitarisme de Bentham et au bonheur du plus grand nombre ? Je ne crois pas qu'il s'agisse d'une alternative suffisante. Ce dont nous avons besoin, c'est d'une politique publique globale et intégrée qui s'appuie sur bien d'autres éléments que l'agrégation des bonheurs individuels : sur des choix collectifs, réellement débattus et décidés ensemble, prenant en compte le niveau de production, mais aussi sa qualité et sa durabilité, le tout sous la contrainte de normes environnementales et sociales strictes. Une telle politique est-elle compatible avec le capitalisme tel que nous le connaissons ? J'en doute. Il nous faut donc surmonter non seulement l'opposition obsolète entre néolibéralisme et keynésianisme, mais aussi celle entre communisme et capitalisme. Les deux régimes ont fait preuve du même attachement à la maximisation de la production et tous deux l'ont érigée en priorité absolue.

C'est à un troisième type de dépassement qu'appelle cet ouvrage. Une synthèse au sens hégélien du terme, capable de conserver ce qu'il y a de meilleur dans les deux termes supprimés. Les Grecs ont inventé la démocratie, et ils ont su aussi limiter l'emprise de l'économie sur le reste de la vie, conserver à l'action politique son

caractère essentiel, obtenir de chacun le respect du sens de la mesure et de la limite. Les Modernes ont découvert le pouvoir émancipateur de l'économie, du travail et de l'argent ; ils ont réussi, si l'on suit Louis Dumont, à passer de la tutelle des hommes sur les hommes à celle des hommes sur les choses (et sur la nature). Nous avons à surmonter ces deux moments, dont chacun présente des limites. Ce livre est un plaidoyer pour un troisième moment, pour un retour au moment grec dans ce qu'il avait de meilleur : le sens de la limite et de la mesure, la passion de la démocratie ; pour une intégration de ce que le moment moderne a eu d'excellent : l'émancipation, le refus des tutelles, la sortie de la minorité pour les femmes et les non-citoyens, la croyance au progrès, la reconnaissance du travail et de l'individu. Ce troisième moment est nécessaire, il doit nous permettre de rompre avec ce que les deux moments ont présenté comme limites : le caractère réduit de la démocratie à Athènes, la folie de la croissance à tout prix des Modernes. Il est un appel à ouvrir, au plus vite, cette nouvelle ère.

Qui donnera l'impulsion décisive permettant de modifier la trajectoire sur laquelle est engagée l'humanité ? Sans doute est-ce la question la plus difficile. Avons-nous besoin de cette « tyrannie bienveillante » que le philosophe Hans Jonas pensait seule capable de surmonter les divisions, d'endiguer la violence, de faire taire les intérêts particuliers et d'imposer les changements radicaux exigés par la situation ? Ou devons-nous au contraire faire plus que jamais confiance à la démocratie pour tracer le nouveau chemin ? Une réelle démocratisation des choix auxquels nous sommes confrontés semble évidemment préférable. Elle suppose néanmoins déjà acquises les vertus qui deviendront

cardinales par la suite – et dont Rousseau, comme les Anciens, considérait qu’elles conditionnaient tout le reste : la tempérance, la simplicité de mœurs, l’attachement passionné à l’égalité... Elle exige d’aller aussi loin que possible dans la voie ouverte par l’auteur du *Contrat social* et du *Discours sur l’origine des inégalités parmi les hommes* : « Beaucoup d’égalité dans les rangs et dans les fortunes sans quoi l’égalité ne saurait subsister longtemps [...] peu ou point de luxe ; car ou le luxe est l’effet des richesses, ou il les rend nécessaires ; il corrompt à la fois le riche et le pauvre, l’un par la possession l’autre par la convoitise ; il vend la patrie à la mollesse, à la vanité ; il ôte à l’État tous ses citoyens pour les asservir les uns aux autres, et tous à l’opinion. »

Cette démocratisation des choix nécessite donc certainement de rompre avec une partie des croyances qui sont devenues nôtres avec l’avènement de la modernité : le caractère intrinsèquement bon de la maximisation de la production, le progrès confondu avec l’augmentation des quantités, de l’efficacité et de la puissance ; la passion du luxe et de l’enrichissement personnel ; la satisfaction individuelle érigée en critère principal d’évaluation... Elle exige de rompre avec l’espace que nos sociétés modernes ont laissé l’économie occuper : la remettre à sa place, à la fois comme partie de la réalité et comme discipline, mettre un terme à ses prétentions illégitimes à décrire le monde réel et le monde que nous voulons, apprendre à l’ensemble des disciplines à travailler de concert sans qu’aucune ne s’arroge le pouvoir d’écrire le futur, les obliger, comme les experts, à se confronter systématiquement à des assemblées citoyennes... tels devraient être les préliminaires du changement de civilisation que nous appelons de nos vœux.

## INTRODUCTION

Publié à un moment où la détresse provoquée par le repli de la croissance est à son comble dans nos sociétés occidentales, notamment européennes, ce livre est un appel à considérer la crise que nous traversons comme l'occasion de changer radicalement de mode de développement. Les politiques d'austérité sont mortelles. Le retour aux politiques de relance de la croissance que nous avons connues antérieurement ne peut pas être une solution. Nous avons besoin d'investissements massifs dans la reconversion écologique mais aussi de nouvelles manières de produire, de consommer et de partager qui constituent la seule voie pour faire face au changement climatique, redistribuer l'emploi et changer profondément le travail. La possibilité que la croissance ne revienne pas, ou revienne à des taux et sous des formes radicalement différentes est donc sans doute, contrairement à ce que l'on entend aujourd'hui, une bonne nouvelle.



COMPRENDRE



## CHAPITRE PREMIER

### La maison brûle : où l'on découvre que les mauvaises nouvelles s'accumulent pour l'environnement (et donc pour nous)

« Notre maison brûle et nous regardons ailleurs. La nature, mutilée, surexploitée, ne parvient plus à se reconstituer, et nous refusons de l'admettre. L'humanité souffre. Elle souffre de mal-développement, au Nord comme au Sud, et nous sommes indifférents. La Terre et l'humanité sont en péril, et nous en sommes tous responsables. » Ainsi s'exprimait le président de la République française, Jacques Chirac, le 2 septembre 2002, en ouverture du discours prononcé à Johannesburg devant l'assemblée plénière du IV<sup>e</sup> Sommet de la Terre. À l'époque, de nombreux commentateurs avaient souligné l'audace de ce discours, considérant qu'il symbolisait enfin la prise de conscience par les plus hautes autorités de la gravité de la situation.

En 2006, le rapport de Nicholas Stern<sup>1</sup> constituait un nouveau coup de tonnerre. L'économiste affirmait : « Les preuves scientifiques sont maintenant accablantes : le changement climatique constitue une menace planétaire grave et exige une réponse mondiale de toute

---

1. Nicholas Stern, *Stern Review : The Economics of Climate Change*, HM Treasury, 2006.

urgence. » Continuant ainsi : « Le changement climatique affectera les éléments fondamentaux de la vie pour des pans entiers de la population de par le monde – l'accès à l'eau, la production de nourriture, la santé ainsi que l'environnement. Des centaines de millions de personnes pourraient souffrir de la faim, de la pénurie d'eau et d'inondations côtières au fur et à mesure que la planète se réchauffe. » Si l'économiste chiffrait alors l'action nécessaire pour éviter l'occurrence de tels risques à 1% du PIB mondial (investir 1% du PIB chaque année permettrait d'éviter des dommages susceptibles de s'élever à 20% du PIB ou plus), il affirmait deux ans plus tard avoir gravement sous-estimé l'ampleur des risques climatiques.

Parmi l'ensemble des risques, celui qui concerne le climat est à l'évidence le plus médiatisé, car le plus redoutable et le plus susceptible d'entraîner des conséquences mal connues (notamment du fait des effets de seuil), mais potentiellement catastrophiques et irréversibles. Il est relativement récent : le rapport Meadows, commandé par le Club de Rome en 1970 et publié en 1972 sous le titre *The Limits to Growth*<sup>1</sup>, qui avait attiré l'attention sur les dangers de notre mode de développement et s'était attiré une audience mondiale, n'y faisait aucune allusion, se concentrant sur les conséquences de la pollution et de l'épuisement des ressources naturelles. C'est en 1988 seulement que la question du réchauffement climatique global a commencé d'être érigée en « risque majeur ». L'épisode de

---

1. Littéralement, « les limites à la croissance ». Donella H. Meadows, Dennis L. Meadows, Jörgen Randers, William W. Behrens, *The Limits to Growth*, Universe Books, 1972. Le livre a été publié en français sous le titre : *Halte à la croissance*, Paris, Fayard, 1972.

sécheresse exceptionnelle aux États-Unis servit de révélateur, des climatologues américains et l'Organisation météorologique mondiale alertant alors l'opinion. Et c'est à ce moment que fut créé le GIEC, Groupe intergouvernemental d'étude du climat, dont la mission était de rassembler sur cette question toute l'information scientifique nécessaire, selon des procédures strictes. Tout au long de ses rapports, le GIEC a précisé la nature et l'ampleur de ce nouveau risque.

En 1990, dans le premier rapport, les experts prédisaient une augmentation de la température de 0,3 °C par décennie au cours du XXI<sup>e</sup> siècle, en insistant sur les incertitudes entourant leurs résultats. Le deuxième rapport, écrit en 1995, estimait plus précisément le changement climatique intervenu au XX<sup>e</sup> siècle, l'imputant en partie à l'humanité elle-même : « En moyenne globale, la température à la surface a augmenté de 0,3% à 0,6% environ depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Cette évolution n'est vraisemblablement pas d'origine strictement naturelle. » Il rappelait que l'objectif de la convention-cadre sur les changements climatiques<sup>1</sup> est de « stabiliser [...] les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique ». En 2001, présentant des projections jusqu'à la fin du XXI<sup>e</sup> siècle, le GIEC confirmait que le réchauffement climatique est bien imputable aux activités humaines, avant d'affiner son diagnostic en 2007, date du dernier rapport dont nous disposons. Il y est

---

1. Elle a été adoptée au cours du Sommet de la Terre de Rio de Janeiro en 1992 par 154 États, plus les membres de la Communauté européenne. Elle est entrée en vigueur le 21 mars 1994. Elle a pour objet de mieux cerner la nature du changement climatique et d'y apporter des solutions.

notamment indiqué que « les émissions mondiales de GES imputables aux activités humaines ont augmenté depuis l'époque préindustrielle et la hausse a été de 70% entre 1970 et 2004 ». Le GIEC indique également que « la poursuite des émissions de GES au rythme actuel devrait accentuer le réchauffement et modifier profondément le système climatique au XXI<sup>e</sup> siècle ».

Dans cette représentation, le facteur explicatif central est représenté par les émissions de gaz à effet de serre (GES) : du fait de leur accumulation dans l'atmosphère, ces derniers font obstacle à la diffusion des rayons infrarouges émis par la Terre, contribuant ainsi à conserver la chaleur et à réchauffer l'atmosphère et la surface de la planète. Si les GES sont « naturels » et existent dans l'atmosphère depuis toujours, nous avons directement contribué, par notre activité, à en ajouter, et même à les démultiplier puisque la combustion d'énergie fossile (pétrole, gaz, charbon) constitue une de leur principale source de production. D'après le GIEC, une réduction de l'émission de ces GES de 50 à 85% entre 2000 et 2050 est nécessaire. Un réchauffement supérieur à 2 °C serait susceptible d'entraîner un changement climatique dont il n'est possible de prévoir ni l'ampleur ni les effets, qui pourrait être pourtant dramatique, incluant non seulement fonte des glaces polaires, tempêtes tropicales, précipitations plus fortes ou insuffisantes selon les zones, augmentation de l'intensité des cyclones, élévation du niveau des mers, acidification des océans, mais aussi désertification de grandes parties de la Terre, pertes de biodiversité, baisse des ressources en eau et, d'une manière générale, dégradation des conditions de vie de tout ou partie de la planète. Dans son rapport de 2007, le GIEC estimait

Composition et mise en page



N°édition : L.01EHBN000602.N001  
Dépôt légal : septembre 2013